

## **Appel aux écologistes et Verts européens pour une Europe écologiste, altermondialiste et solidaire**

<http://alter.ekolo.org/>

Nous sommes européen-ne-s, écologistes et altermondialistes. L'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui érige en principe ce contre quoi les écologistes se sont toujours battu-e-s. Elle légitime le productivisme en s'opposant à l'écologie de transformation et à toute alternative économique et sociale. Les écologistes ne peuvent en conscience rester sans voix. Le dogme de la croissance pour la croissance n'est pas compatible avec notre remise en cause du modèle de développement dominant. Face au réchauffement climatique, au gaspillage énergétique, au productivisme agricole, à la marchandisation de l'eau, de la terre, de l'air, de l'éducation, de la santé, de la culture, le laisser-faire est irresponsable. Le pillage des ressources du Sud au profit du Nord, l'exclusion et la marginalisation de continents entiers, les conflits interethniques et interreligieux engendrés par la mondialisation libérale gangrènent le monde.

Notre conception de l'écologie, une écologie de transformation sociale, s'oppose à l'écologie d'accompagnement. Il s'agit de savoir si l'objectif est d'abord d'avoir des élu-e-s pour accompagner les politiques classiques de droite ou de gauche et mettre un peu de chlorophylle sur un monde qui va vers l'abîme ou de le transformer au profit de tou-te-s.

Au cours du débat sur le traité constitutionnel européen, là où il a pu avoir lieu, ces deux conceptions se sont affrontées, comme elles s'affrontent dans les rangs des partis écologistes.

N'y a-t-il qu'une politique possible, qui accompagnerait le libéralisme en le verdissant à la marge ? N'y a-t-il qu'une alternative de société, celle de la mondialisation sans limite sous domination atlantiste ? N'y a-t-il qu'un seul choix possible, celui de la marchandisation de toute vie, au mépris de l'éthique et des générations futures ?

Dans ce monde insoutenable, l'Europe se doit de proposer une autre politique pour un autre modèle de développement. Pour qu'elle ne se réduise pas à une zone de libre-échange politiquement impuissante, il est urgent de réagir.

Le non à la constitution européenne est le résultat d'une triple crise, celles des politiques économiques et financières, celle du projet, celle de la représentation démocratique et de la rupture entre les élites et les peuples.

Face à cette triple crise, les écologistes doivent faire des propositions à la société. Car l'Europe ne sait plus ce qu'elle veut, ne sait pas ce quelle est et ne sait plus où elle va. Il n'y aura pas d'Europe politique sans Europe sociale et environnementale ; c'est par elles qu'il faut commencer.

Les enjeux du débat sur le TCE ne sont pas derrière nous, il faut en tirer les conséquences pour le projet écologiste. Le constat que le TCE est définitivement rejeté doit ouvrir un débat permettant de redéfinir les fondements de l'Union, de la refonder en la démocratisant. Nous voulons la participation démocratique au débat constituant et l'élection de représentant-e-s à l'Assemblée constituante.

Nous voulons une véritable constitution qui ne traite pas des contenus des politiques mais seulement des valeurs, des droits humains et fondamentaux, et des règles du jeu démocratique. Nous voulons une constitution qui reconnaisse la primauté du principe d'intérêt général sur le droit de la concurrence, nous voulons une constitution qui reconnaisse la primauté du principe de précaution contre la gabegie productiviste. Nous voulons des institutions qui répondent aux critères de base de toute démocratie : séparation des pouvoirs, transparence des processus de décision, un parlement qui ait le pouvoir de légiférer, voter les recettes et les dépenses, sanctionner l'exécutif et exercer un contrôle de la gestion, des choix politiques et de la participation aux négociations internationales. La constitution doit être révisable.

Parce que nous ne voulons pas d'une Europe à la carte, nous voulons que l'Europe citoyenne prenne conscience d'elle-même. C'est pour cette raison que la constitution doit être rédigée et adoptée par une assemblée élue à cet effet. Il faut qu'elle soit ratifiée par un référendum organisé le même jour dans tous les pays qui auront accepté le principe d'y adhérer.

Relocaliser l'économie vers des filiales endogènes, redistribuer les richesses et le temps de travail, réorienter la production et les industries, donner aux citoyen-ne-s et aux salarié-e-s le droit d'intervention sur la gestion des entreprises et des services publics, le droit d'initiative citoyenne. Donner légalement aux citoyen-ne-s le droit d'initiative qu'ils viennent de s'octroyer, garantir aux couches populaires les plus défavorisées l'exercice de leur droit à vivre dignement, donner à toute-s les résident-e-s européen-ne-s la citoyenneté pleine et entière. Voilà quelques pistes pour aller vers une autre Europe.

Toute construction européenne passe désormais par l'élaboration d'un traité pour une Europe sociale et environnementale. Elle comporterait des garanties fortes en matière de sécurité sociale, de pérennisation des services publics et de lutte contre les discriminations, contre la précarisation galopante de notre société. Elle comporterait des règles fiscales harmonisées, des outils de régulation économique pour mettre en oeuvre ce projet et a subordination de la BCE au contrôle démocratique.

Pour sauver l'Europe, beaucoup d'entre nous ont osé dire non. Certain-e-s ont dit oui. La plupart n'ont pas pu donner leur avis. Quoi qu'il en soit, les non français et néerlandais rendent dorénavant impossible de faire l'Europe dans le dos des citoyen-ne-s. Pour faire vivre l'Europe que nous appelons de nos vœux, nous, **alter ekolo**, voulons donner la parole à la société pour construire une union politique des citoyen-ne-s d'Europe, une Europe des biens communs.

**alter ekolo** pour une autre Europe a les objectifs suivants:

Construire un réseau de Verts et d'écologistes européens pour une alternative antilibérale et antiproductiviste.

Travailler à la construction d'une autre Europe, écologiste, altermondialiste et solidaire.

Rompre avec l'écologie d'accompagnement, pour construire une écologie politique de transformation.

Contribuer à la démocratisation de l'Europe et de ses institutions.

Organiser en réseau à l'échelle européenne toute action et campagne en lien avec ces objectifs.